



Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186, en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 40, Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires du Fonds, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des Normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant) y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés,

comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à procurer un revenu tout en préservant le capital, au moyen d'investissements dans un portefeuille activement géré et diversifié composé surtout de titres à revenu fixe canadiens.

En règle générale, l'objectif du conseiller en valeurs est de choisir des titres qui permettront au portefeuille du Mandat de conserver une note de crédit moyenne pondérée globale d'au moins A- chez Standard & Poor's ou une note équivalente dans une autre grande agence de notation nord-américaine.

La sélection des titres et la gestion du risque se font selon une approche disciplinée. Les titres à revenu fixe sont négociés activement en fonction de la variation des rendements obligataires, de l'évolution de la courbe de rendement, du niveau des rendements réels et du niveau des écarts de taux. Le conseiller en valeurs gère activement la durée et les pondérations par secteur. Chaque opération est exécutée en tenant compte du profil risque/rendement du titre.

L'objectif et les stratégies de placement du Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026 (la « période »), le rendement total des parts de série A du Fonds s'est établi à 2,8 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui est fondé sur le rendement d'un indice ne comportant ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation et les autres charges imputables à chaque série. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour obtenir le rendement des autres séries du Fonds.

Au cours de la même période, l'indice de référence général, l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a généré un rendement de 3,5 %. Conformément aux exigences du Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec cet indice général pour aider à la compréhension du rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché.

Le marché obligataire canadien, représenté par l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a affiché un rendement positif de 3,5 % pour la période de 12 mois close le 30 juin 2026. Le rendement des obligations à 10 ans du gouvernement du Canada a évolué dans une fourchette plutôt large, les investisseurs prenant en considération le ralentissement de la croissance économique, l'évolution de la dynamique inflationniste et l'incertitude entourant la politique commerciale mondiale. La Banque du Canada (« BdC ») a annoncé deux autres baisses de 25 points de base en septembre et en octobre 2025, ce qui a porté le taux directeur à 2,25 %, et elle a maintenu un taux stable depuis cinq réunions consécutives. Les décideurs ont pris en compte la faiblesse de l'économie nationale et le ralentissement du marché du travail dans un contexte de hausse temporaire de l'inflation globale découlant essentiellement des coûts de l'énergie. Aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor à 10 ans s'est également négocié dans une large fourchette au cours de la période de 12 mois. Il était de 3,9 % au début de l'année, puis a monté à 4,7 % en mai, avant de s'établir à 4,4 % au 30 juin 2026. La volatilité

des marchés obligataires a été prononcée tout au long de la période, en raison de l'intensification du conflit au Moyen-Orient et du choc subi par les prix de l'énergie. La Réserve fédérale américaine (la « Fed ») a repris son cycle d'assouplissement au deuxième semestre de 2025 avec trois réductions de 25 points de base, ramenant la fourchette cible des fonds fédéraux à 3,50 %–3,75 %. La Fed a ensuite maintenu les taux stables pour les quatre réunions du premier semestre de 2026. Kevin Warsh, lors de sa première réunion à titre de président, a adopté un ton plus ferme que prévu, soulignant l'importance de maîtriser l'inflation. Les marchés ont donc commencé à anticiper des hausses des taux d'intérêt jusqu'en 2027.

Les écarts de rendement des obligations de sociétés de catégorie investissement se sont resserrés au second semestre de 2025, puis se sont élargis en raison des préoccupations occasionnées par les flux commerciaux mondiaux. Les tensions géopolitiques ont entraîné une volatilité accrue, ce qui a entraîné un nouvel élargissement des écarts de taux. Les obligations à rendement élevé ont également dégagé des rendements positifs, s'appuyant sur un taux de défaillance qui devrait demeurer relativement stable. En fin de compte, la résilience des fondamentaux des entreprises, les rendements globaux attrayants et la demande exceptionnellement forte pour les obligations de première qualité ont ramené les écarts à une fourchette plus étroite et plus basse à la clôture de la période.

Pour la période, le Fonds a été moins performant que l'indice de référence. La surpondération des obligations de sociétés et d'autres secteurs axés sur les écarts de taux a eu une incidence positive, car la résilience des facteurs fondamentaux des entreprises, les rendements intéressants et la forte demande des investisseurs ont soutenu les marchés du crédit. La sélection de titres au sein des obligations de société a également apporté une valeur ajoutée. La duration et le positionnement sur la courbe de taux ont nui au rendement, d'autant plus que les fluctuations des taux d'intérêt et la dynamique des courbes ont évolué différemment de ce qui avait été prévu au cours de l'exercice. L'exposition à d'autres stratégies de crédit et à d'autres positions non traditionnelles sur titres à revenu fixe a constitué une source de rendement supplémentaire.

La valeur liquidative du Fonds a diminué, passant de 1 253,8 millions de dollars au 30 juin 2025 à 1 216,0 millions de dollars au 30 juin 2026. Cette variation s'explique par des rachats nets de 86,2 millions de dollars, par des gains sur les placements de 48,9 millions de dollars et par des distributions en trésorerie de 0,5 million de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital

n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Fusion de Fonds

Le 14 novembre 2025 et le 4 septembre 2026, à la suite de l'approbation des porteurs de titres et des autorités de réglementation, le Portefeuille d'obligations institutionnel Marquis et le Fonds d'obligations canadiennes Dynamique (individuellement, un « fonds dissous » et collectivement les « fonds dissous ») ont respectivement fusionné avec le Fonds. Dans le cadre de la fusion, le Fonds a fait l'acquisition de la totalité de l'actif net des fonds dissous à la juste valeur marchande en contrepartie de parts du Fonds et les porteurs de parts des fonds dissous sont devenus des porteurs de parts du Fonds. Outre une augmentation de l'actif net, cette opération n'a pas eu d'incidence majeure sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples

renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, de services de garde et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter, Cecilia Mo et Jim Lampard – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Ces dernières permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue dans un conflit d'intérêts donné, pourvu qu'il se conforme aux politiques et aux procédures établies pour traiter le conflit d'intérêts en question et fasse périodiquement rapport au CEI sur la situation. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;

- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation, et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds (\$)¹

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période¹
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités²	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions³	
Série A												
30 juin 2026	9,22	0,39	(0,12)	(0,26)	0,22	0,23	(0,25)	—	—	(0,08)	(0,33)	9,15
30 juin 2025	9,07	0,40	(0,12)	(0,07)	0,23	0,44	(0,23)	—	—	(0,10)	(0,33)	9,22
30 juin 2024	9,03	0,36	(0,11)	(0,33)	0,39	0,31	(0,29)	—	—	—	(0,29)	9,07
30 juin 2023	9,02	0,33	(0,12)	(0,30)	0,30	0,21	(0,21)	—	—	—	(0,21)	9,03
30 juin 2022	10,41	0,28	(0,13)	(0,08)	(1,21)	(1,14)	(0,14)	—	—	(0,05)	(0,19)	9,02

MANDAT PRIVÉ ACTIF D'OBLIGATIONS DE BASE DYNAMIQUE

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾	
Série F												
30 juin 2026	8,46	0,36	(0,05)	(0,25)	0,22	0,28	(0,29)	—	—	(0,06)	(0,35)	8,40
30 juin 2025	8,32	0,36	(0,05)	(0,06)	0,28	0,53	(0,27)	—	—	(0,07)	(0,34)	8,46
30 juin 2024	8,29	0,33	(0,05)	(0,29)	0,33	0,32	(0,33)	—	—	—	(0,33)	8,32
30 juin 2023	8,29	0,30	(0,05)	(0,27)	0,25	0,23	(0,23)	—	—	(0,02)	(0,25)	8,29
30 juin 2022	9,58	0,26	(0,06)	(0,07)	(1,19)	(1,06)	(0,20)	—	—	(0,04)	(0,24)	8,29
Série I												
30 juin 2026	8,49	0,36	(0,01)	(0,23)	0,15	0,27	(0,28)	—	—	(0,11)	(0,39)	8,42
30 juin 2025	8,34	0,37	(0,01)	(0,06)	0,25	0,55	(0,31)	—	—	(0,07)	(0,38)	8,49
30 juin 2024	8,33	0,33	(0,01)	(0,31)	0,23	0,24	(0,38)	—	—	—	(0,38)	8,34
30 juin 2023	8,33	0,30	(0,01)	(0,28)	0,29	0,30	(0,29)	—	—	(0,01)	(0,30)	8,33
30 juin 2022	9,63	0,26	(0,01)	(0,07)	(1,15)	(0,97)	(0,24)	—	—	(0,04)	(0,28)	8,33
Série O												
30 juin 2026	9,74	0,41	—	(0,29)	0,27	0,39	(0,39)	—	—	—	(0,39)	9,73
30 juin 2025	9,49	0,42	—	(0,07)	0,27	0,62	(0,37)	—	—	—	(0,37)	9,74
30 juin 2024	9,36	0,38	—	(0,33)	0,42	0,47	(0,34)	—	—	—	(0,34)	9,49
30 juin 2023	9,35	0,34	—	(0,31)	0,31	0,34	(0,32)	—	—	—	(0,32)	9,36
30 juin 2022	10,71	0,29	—	(0,08)	(1,33)	(1,12)	(0,26)	—	—	—	(0,26)	9,35

- 1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».
- 2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.
- 3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ¹⁾
Série A							
30 juin 2026	23 518	2 571 301	1,30	1,30	0,06	67,49	9,15
30 juin 2025	21 128	2 291 924	1,32	1,32	0,05	73,12	9,22
30 juin 2024	14 358	1 583 320	1,29	1,29	0,07	103,09	9,07
30 juin 2023	17 139	1 898 575	1,29	1,29	–	57,60	9,03
30 juin 2022	20 370	2 258 045	1,30	1,30	–	74,09	9,02
Série F							
30 juin 2026	46 323	5 515 949	0,66	0,66	0,06	67,49	8,40
30 juin 2025	49 549	5 855 183	0,65	0,65	0,05	73,12	8,46
30 juin 2024	65 251	7 843 481	0,66	0,66	0,07	103,09	8,32
30 juin 2023	78 979	9 524 255	0,67	0,68	–	57,60	8,29
30 juin 2022	68 340	8 242 536	0,66	0,66	–	74,09	8,29
Série I							
30 juin 2026	2 058	244 362	0,16	0,16	0,06	67,49	8,42
30 juin 2025	635	74 836	0,15	0,15	0,05	73,12	8,49
30 juin 2024	694	83 138	0,15	0,15	0,07	103,09	8,34
30 juin 2023	1 602	192 280	0,15	0,16	–	57,60	8,33
30 juin 2022	1 860	223 168	0,14	0,16	–	74,09	8,33
Série O							
30 juin 2026	1 144 116	117 585 851	0,04	0,04	0,06	67,49	9,73
30 juin 2025	1 182 515	121 448 661	0,04	0,04	0,05	73,12	9,74
30 juin 2024	1 115 769	117 629 037	0,05	0,05	0,07	103,09	9,49
30 juin 2023	1 051 527	112 299 355	0,05	0,05	–	57,60	9,36
30 juin 2022	1 045 262	111 823 777	0,06	0,06	–	74,09	9,35

- 1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.
- 2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.
- 3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.
- 4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres [†] (%)
Série A	1,05	53,3	46,7
Série F	0,45	—	100,0
Série I*	s. o.	—	—
Série O*	s. o.	—	—

* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

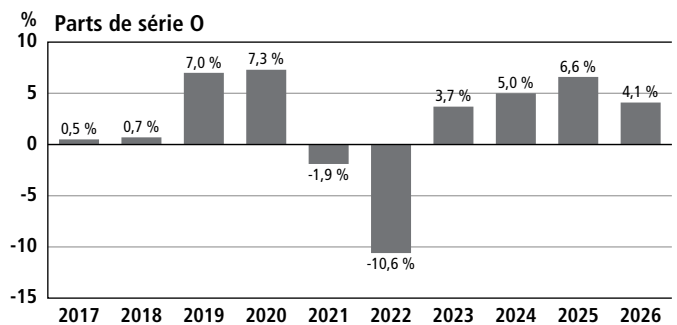
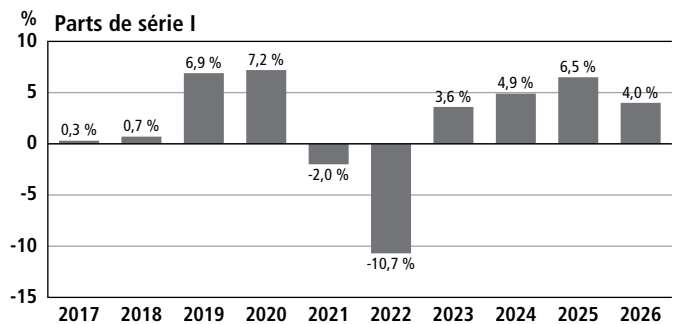
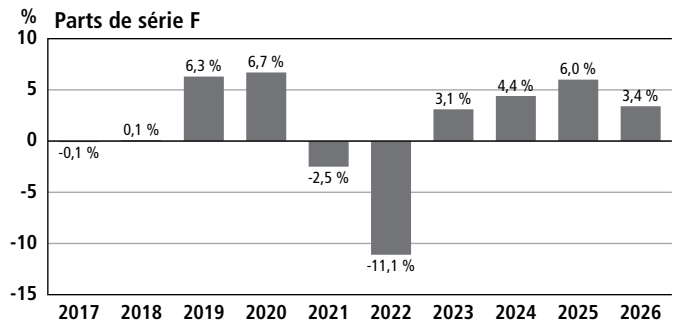
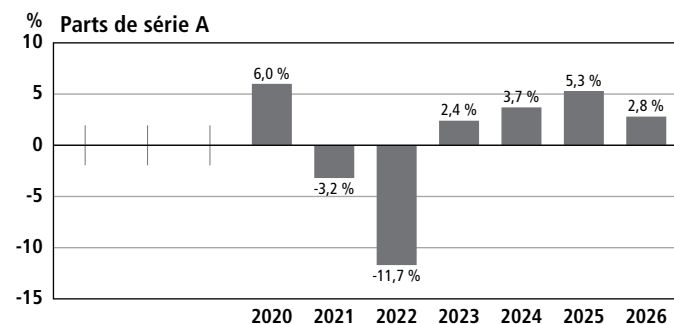
† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.



Rendements annuels composés

Le tableau ci-dessous des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série A	%	2,8	3,9	0,3	—	1,4
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	—	2,3
Série F	%	3,4	4,6	0,9	1,5	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—
Série I	%	4,0	5,1	1,5	2,0	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—
Série O	%	4,1	5,2	1,6	2,1	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—

Description des indices

Indice des obligations universelles FTSE Canada – Cet indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière est composé d'obligations de sociétés et d'État à taux fixe de catégorie investissement, émises au Canada, libellées en dollars canadiens et dont le terme à courir est d'au moins un an. L'indice est pondéré en fonction de la capitalisation boursière.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indice(s) de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative
Obligations et débentures	86,3
Fonds sous-jacents	9,7
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,2
Autres éléments d'actif (de passif) net	0,8

Par pays / région ¹⁾	% de la valeur liquidative
Canada	90,5
États-Unis	4,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,2
Jersey	0,4
France	0,3

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative
Fonds de titres de créance à court terme PLUS Dynamique, série O	6,6
Fiducie du Canada pour l'habitation, 3,500 %, 15 mars 2036	4,8
Province d'Ontario, 2,900 %, 2 déc. 2046	4,4
Gouvernement du Canada, 2,750 %, 1 ^{er} déc. 2055	3,9
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,2
Province de Québec, 3,100 %, 1 ^{er} déc. 2051	3,2
Fonds Scotia hypothécaire de revenu, série I	2,6
Province d'Alberta, 3,050 %, 1 ^{er} déc. 2048	2,5
Province d'Ontario, 3,650 %, 2 juin 2033	1,7
Province d'Ontario, 3,450 %, 2 juin 2045	1,7
Province du Nouveau-Brunswick, 5,000 %, 14 août 2054	1,6
CPPIB Capital Inc., 4,300 %, 2 juin 2034	1,4
Gouvernement du Canada, 2,000 %, 1 ^{er} déc. 2051	1,2
Banque Canadienne Impériale de Commerce, 5,300 %, 16 janv. 2034	1,1
Banque Canadienne Impériale de Commerce, 4,150 %, 2 avr. 2035	1,1
Province du Manitoba, 3,700 %, 2 juin 2035	1,1
Trésor des États-Unis, 4,000 %, 15 nov. 2035	1,0
Banque de Montréal, 4,976 %, 3 juill. 2034	1,0
British Columbia Investment Management Corporation, 3,400 %, 2 juin 2030	1,0
Pembina Pipeline Corporation, 5,020 %, 12 janv. 2032	0,9
Province de la Nouvelle-Écosse, 4,600 %, 1 ^{er} déc. 2056	0,9
La Banque Toronto-Dominion, 4,423 %, 31 oct. 2035	0,9
Province de la Colombie-Britannique, 3,550 %, 18 juin 2033	0,8
Enbridge Inc., 4,210 %, 22 févr. 2030	0,8
TransCanada PipeLines Limited, 3,800 %, 5 avr. 2027	0,8

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.